

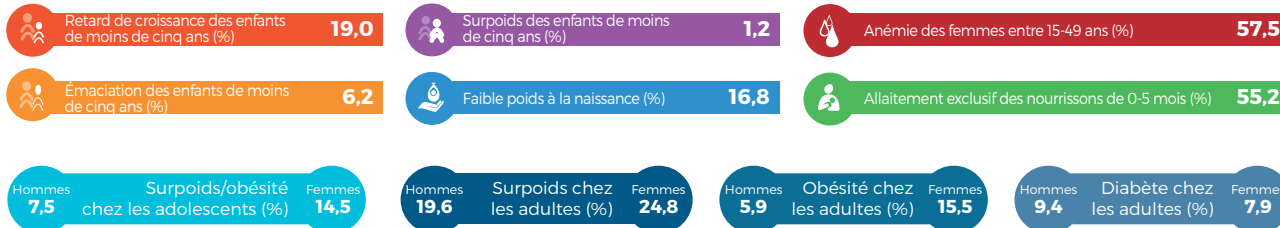
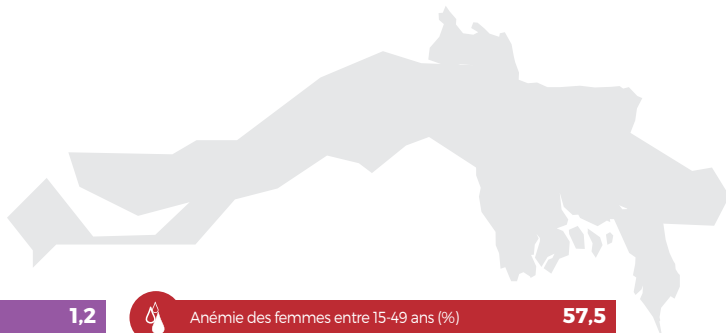
Gambie



Date d'adhésion : juillet 2011

Population : 2,35 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GAMBIA



TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	Garantir un cadre politique et juridique cohérent	Aligner les actions autour de résultats communs	Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources
2014 80%	2014 54%	2014 29%	2014 43%
2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible	2015 Non disponible
2016 79%	2016 96%	2016 40%	2016 54%
2017 79%	2017 96%	2017 40%	2017 54%
2018 85%	2018 96%	2018 40%	2018 63%
2019 85%	2019 96%	2019 53%	2019 69%
TOTAL PONDÉRÉ 2019			76%

<p>La plateforme nationale multi-acteurs (MSP) s'est élargie et des réunions ont lieu chaque trimestre.</p> <p>L'examen de la politique nationale de nutrition (2010-2020) a débouché sur une nouvelle politique nationale de nutrition (2018-2025) avalisée par le Conseil national de la nutrition.</p> <p>Le vice-président joue le rôle d'ambassadeur de la nutrition dans le cadre de son poste de président du Conseil national de la nutrition.</p> <p>Les organisations de la société civile travaillent à la création d'une Alliance de la société civile officielle.</p> <p>Le PAM va jouer un rôle de facilitateur des pays SUN et organisera la mise en place d'un Réseau du secteur privé.</p>	<p>La plateforme multi-acteurs a participé à l'élaboration du plan national de développement et la nutrition a été intégrée au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et à d'autres stratégies de programmes de pays de l'ONU.</p> <p>Intégration croissante de la nutrition dans les programmes/politiques sectoriels (santé, éducation).</p> <p>Examen en cours de la législation actuelle pour rédiger et promulguer une loi de nutrition nationale. Une loi sur la qualité et la sécurité sanitaire des aliments (2011) est en place. Un examen et une mise à jour de la réglementation sur l'enrichissement des aliments et de l'iodation du sel (2006) sont en cours.</p> <p>Élaboration d'une politique d'alimentation dans les écoles.</p>	<p>Élaboration d'un cadre commun de résultats et d'un plan de mise en œuvre multi-acteurs dont la mission de cadrage initiale est terminée.</p> <p>Enquêtes nationales menées (études démographiques et sanitaires, enquête en grappes à indicateurs, enquête sur les micronutriments en Gambie, enquêtes auprès des ménages et enquête normalisée de suivi et évaluation des secours et de la transition) et utilisées pour concevoir des stratégies et politiques de nutrition à l'échelle nationale.</p> <p>De nombreuses parties prenantes ont participé au programme d'enrichissement alimentaire.</p> <p>Dépistage de la malnutrition dans 5 des 7 régions visées par le Ministère de la santé.</p> <p>Manque de ressources persistant pour le cadre commun de résultats.</p>	<p>Assistance technique mobilisée pour développer le cadre commun de résultats et le Plan d'action de nutrition multisectoriel (MSNAP).</p> <p>Élaboration en cours d'un nouveau plan d'action chiffré multisectoriel doté d'un cadre commun de résultats.</p> <p>Mobilisation de 31 millions USD pour un projet de filet de protection sociale de la Banque mondiale.</p> <p>Développement d'un outil de plaidoyer financier (analyse du coût de la faim) en cours.</p> <p>Les capacités limitées de suivi et de production de rapports financiers restent un problème. Autre problème : les dotations budgétaires nationales ne distinguent pas clairement les allocations nutritionnelles du reste.</p>
---	---	---	--

PRIORITÉS 2019-2020

- Finaliser le cadre commun de résultats et MSNAP ;
- Renforcer le partenariat public-privé, notamment la participation du secteur privé à la plateforme multi-acteurs ;
- Mettre en place un réseau d'universitaires, de scientifiques et d'instituts de recherche ;
- Renforcer les capacités de suivi financier de la nutrition.